

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2648

30 octobre 2008

SOMMAIRE

Agestalux	127104	iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.	127089
Agrostar	127098	iii European Property Lux PropCo 1 S.à r.l.	127089
Albergo	127063	Insurance Management S.A.	127097
Altona Gestion S.A.	127062	Jacoby Frères S.à.r.l.	127098
Arcavest S.A.	127101	Kernel Holding S.A.	127058
Asie-Orient S.à r.l.	127101	Kolgi Holding SPF S.A.	127060
AXA IM GTAA	127092	Lommsave S.A.	127060
Axxiel S.A.	127059	Morgan Stanley Galaxy Fund	127081
Bardeen	127084	OTT&Co S.A.	127060
beta3	127092	Parkway GP S.à r.l.	127093
beta3	127084	Pasta Point Differdange Sàrl	127095
Cadum International S.A.	127102	Petal Corporation Ltd	127099
Camping-Concept Sàrl	127098	Russia International Card Finance S.A. ..	127061
Cimenterie Immobilière S.à r.l.	127099	RXP Service S.A.	127059
Euclid Investments Holding S.A.	127059	Seacat S.A.	127058
E.U. Universal Enterprise S.à.r.l.	127101	Sophaur S.A.	127099
E.U. Universal Enterprise S.à.r.l.	127101	Starplan SICAV	127063
Financière Proxalan S.A.	127098	Structured Invest	127084
Finanter Incorporation S.A.	127058	Structured Invest	127062
Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation	127085	SWXII	127104
Hanreever Corp.	127097	Twilight S.A.	127097
HSH Swift Capital Partners Institutional 2007 S.A., SICAR	127081	UniGarantPlus: BRIC (2014)	127062
HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR	127081	UniGarantPlus: BRIC (2014)	127062
HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR	127093	Vensolis S.A.	127100
		Vingtsept S.A.	127084

Seecat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 94.229.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 novembre 2008 à 09.00 au siège social: 6, rue J-P Brasseur, L-1258 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décharge à donner au commissaire aux comptes démissionnaire, au 1^{er} janvier 2008.
2. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes pour une durée déterminée de 6 ans.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008133674/1066/14.

Finanter Incorporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 12.790.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 17 novembre 2008 à 11h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- - Révocation de M. Marcelino CABANAS RODRIGUEZ, de ses fonctions de Président et d'Administrateur de la société et de M. Joaquim DIAS DA SILVA PINTO, de ses fonctions d'Administrateur de la société. Par conséquent, le nombre des Administrateurs sera réduit de 6 à 4.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008134236/1017/14.

Kernel Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 109.173.

We hereby give you notice of the

GENERAL MEETING

of shareholders to be held on Monday, November 17, 2008 at 5.00 p.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the statutory auditor for the non-consolidated accounts.
2. Approval of the non-consolidated annual accounts as of June 30, 2008.
3. Management report and report of the independent auditor for the consolidated accounts.
4. Approval of the consolidated annual accounts as of June 30, 2008.
5. Appropriation of results as of June 30, 2008.
6. Discharge to the directors, the statutory auditor and the independent auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
7. Reappointment of Mr Ton SCHURINK as non-executive director until the end of the general meeting of shareholders of 2009.
8. Reappointment of Mr. Andrzej DANILCZUK as non-executive director until the end of the general meeting of shareholders of 2009.
9. Reappointment of the company Baker Tilly Ukraine as independent auditor charged with the audit of the consolidated annual accounts as of June 30, 2009.
10. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2008134999/29/26.

RXP Service S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 103.901.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, 17 novembre 2008 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2008.
3. Affectation des résultats au 30 juin 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de M. Sinan SAR de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Nomination de M. Pietro LONGO, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
8. Démission de M. Cornelius BECHTEL de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.
9. Nomination de M. Frédéric SCHMITZ, administrateur de sociétés, né à Bastogne (Belgique), le 13 juin 1973, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
10. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008134995/29/27.

Euclid Investments Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.357.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *November 19, 2008* at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 2008
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Acceptance of the resignation of the Directors and appointment of their replacement
5. Special discharge of the resigning Directors for the exercise of their mandates until the date of resignations
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008134998/795/17.

Axxiel S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 68.539.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 novembre 2008 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2004, 2005, 2006 et 2007,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant,
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008123449/696/18.

Lommsave S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 85.108.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 13 novembre 2008 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'administration,
- Rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008124050/755/19.

Kolgi Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 92.841.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 novembre 2008 à 16.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan, comptes de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2007 et affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008127733/655/16.

OTT&Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 46.918.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la Société le 7 novembre 2008 à 14.00 heures aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue dans les statuts;
2. présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire;
3. présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007;
4. affectation du résultat;
5. décharge pleine et entière à donner aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'au au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007;
6. révocations;
7. nominations;
8. rémunération de l'administrateur-délégué;
9. divers.

Les délibérations ne seront prises que si la moitié au moins du capital social est représentée.

A défaut de quorum suffisant, une seconde assemblée sera convoquée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008131069/1274/24.

Russia International Card Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 103.464.

Russia International Card Finance S.A., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unterliegend dem Recht von Luxemburg und dem Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen (die "Emittentin"), GIBT HIERMIT den Inhabern der Schuldverschreibungen (die "Inhaber") ihrer ausstehenden und 2010 fällig werdenden Class 2004 9,75% Structured Receivables Schuldverschreibungen (die "Schuldverschreibungen") BEKANNT, dass, gemäß dem Treuhandvertrag vom 1. November 2004 zwischen der Emittentin, der Bank of New York Mellon, handelnd durch ihre Niederlassung in London (die "Treuhanderin"), die Bank of New York (Luxembourg) S.A. (die "Agentin in Luxemburg") und die Bank of New York (die "Registerstelle"), durch den ersten Zusatztreuhandvertrag vom 4. Februar 2005 zwischen den gleichen Parteien geändert und ergänzt (der "Treuhandvertrag"), und gemäß Bedingung 15 der Voraussetzungen und Bedingungen, die die Schuldverschreibungen regeln (und welche Teil des Treuhandvertrages sind) (die "allgemeinen Bedingungen"), gemäß den Bestimmungen des Treuhandvertrags eine

VERSAMMLUNG DER INHABER DER SCHULDVERSCHREIBUNGEN

(die "Versammlung") am 7. November 2008 um 11 Uhr Londoner Zeit in den Geschäftsräumen von Hogan & Hartson, Juxon House, 100 St. Paul's Churchyard, London EC4M 8BU, England, stattfindet. Die Agenda lautet (alle unten verwendeten aber nicht extra definierte Begriffe tragen die Bedeutung, die ihnen in der UCS Verpflichtungserklärung zwischen der ZAO United Investments ("United Investments") und der Treuhanderin vom 1. November 2004 ("UCS Parent Undertaking") und dem geänderten und ergänzten UCS Parent Pledge vom 1. November 2004 zwischen United Investments and Bank of New York Mellon (das "UCS Parent Pledge") zugeschrieben werden):

Tagesordnung:

- a. die Änderung des UCS Parent Undertaking zum Zwecke des Verkaufs durch United Investments von 100% der Anteile (die "UCS Anteile") der United Card Services ("UCS") an Global Payment Acquisition Corporation 4 (die "Käuferin"),
- b. die Änderung des Servicevertrags vom 1. November 2004 zwischen der Emittentin, UCS und der Treuhanderin,
- c. die Erlaubnis und Anweisung an die Treuhanderin, den in (a) und (b) genannten Änderungen zuzustimmen,
- d. die Erlaubnis und Anweisung an die Treuhanderin, unter Bestimmten Konditionen dem Transfer der UCS Anteile von United Investments an die Käuferin zuzustimmen,
- e. die Erlaubnis und Anweisung an die Treuhanderin, dem Transfer der Rechte und Pflichten des Pfandschuldners zuzustimmen,
- f. die Erlaubnis und Anweisung an die Treuhanderin, unter Bestimmten Konditionen zuzustimmen, dass die Person, welche die Rechte und Pflichten des Servicer trägt, Schuldscheine ausstellt,
- g. die Abänderung der Bestimmung 18(a) der allgemeinen Bedingungen.

Référence de publication: 2008131290/250/36.

Altona Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 80.462.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
tenue Extraordinairement, qui aura lieu le 07 novembre 2008 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2007.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation de sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2008132266/1023/18.

UniGarantPlus: BRIC (2014), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des UniGarantPlus: BRIC (2014), welches am 11. August 2008 in Kraft tritt, wurde einregistriert in Luxemburg und beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. August 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008114096/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2008, réf. LSO-CU02052. - Reçu 52,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080135036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2008.

UniGarantPlus: BRIC (2014), Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des UniGarantPlus: BRIC (2014), welches am 11. August 2008 in Kraft tritt, wurde einregistriert in Luxemburg und beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. August 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008114098/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2008, réf. LSO-CU02051. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080135033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2008.

Structured Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 112.174.

Das Sonderreglement des Teilfonds Pioneer Guaranteed December 2014, in Kraft getreten am 1. Oktober 2008, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt hinterlegt.

Hinweis zur Bekanntmachung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Oktober 2008.
Structured Invest S.A.
Silvia Mayers / Désirée Eklund

Référence de publication: 2008124569/755/15.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08214. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Albergo, Fonds Commun de Placement.

Die Axxion S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Banque de Luxembourg S.A. beschlossen, das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds "ALBERGO" (Organismus für gemeinsame Anlagen) zu ändern, der den Bestimmungen des Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt.

Das Sonderreglement wurde beim Registre de Commerce et des sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 19. September 2008.
Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.
Verwaltungsgesellschaft / Depotbank
Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2008124560/510/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2008, réf. LSO-CU00385. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080146477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Starplan SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 142.218.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundacht, am neunten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxembourg.

Ist erschienen:

- DZ Bank International S.A., Aktiengesellschaft mit Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen, hier vertreten durch Frau Gisela Wenz, Bankangestellte, beruflich ansässig in Strassen und Herr Thomas Haselhorst, Bankangestellter, beruflich ansässig in Strassen, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 8. Oktober 2008.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Die Erschienenene hat den Notar gebeten die Satzung einer Aktiengesellschaft als "société d'investissement à capital variable", welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den erschienenen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als "Société d'investissement à capital variable", unter dem Namen Starplan SICAV ("Investmentgesellschaft") gegründet. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds ("Teilfonds") umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist Luxemburg-Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft ("Verwaltungsrat") kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Strassen verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis

zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die Luxemburger Staatszugehörigkeit jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/ oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 20. Dezember 2002") mit dem Ziel einer angemessenen Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 20. Dezember 2002 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) ("Gesetz vom 10. August 1915") festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

Art. 4. Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen. Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung (wie in Artikel 14 Nr. 2 dieser Satzung i.V.m. dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt definiert). Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 und nach den in diesem Artikel nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

1. Definitionen:

a) "geregelter Markt"

Bei einem geregelten Markt handelt es sich um einen Markt für Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 4 Nr. 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, zur Änderung der Richtlinien 85/611/EWG und 93/6/EWG des Rates und der Richtlinie 2000/12/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinie 93/22/EWG.

b) "Wertpapiere"

Als Wertpapiere gelten:

- Aktien und andere, Aktien gleichwertige Papiere ("Aktien"),
- Schuldverschreibungen und andere verbrieftete Schuldtitel ("Schuldtitel"),
- alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG durch Zeichnung oder Austausch berechtigen.

Ausgenommen sind die in Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Techniken und Instrumente.

c) "Geldmarktinstrumente"

Als "Geldmarktinstrumente" werden Instrumente bezeichnet, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

2. Es werden ausschließlich

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem geregelten Markt zugelassen sind oder gehandelt werden;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ("Mitgliedstaat"), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden,

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die unter Nr. 2 Buchstaben c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") erworben, die entsprechend der Richtlinie 85/611/EWG zugelassen wurden und/oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") im Sinne des ersten und zweiten Gedankenstrichs von Artikel 1 Absatz 2 der Richtlinie 85/611/EWG gleichgültig, ob diese ihren Sitz in einem Mitgliedstaat oder einem Drittstaat unterhalten, sofern

- diese OGA entsprechend solchen Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht (derzeit die Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, die Schweiz, Hongkong, Japan, Norwegen und Liechtenstein);

- das Schutzniveau der Anleger dieser OGA dem Schutzniveau der Anleger eines OGAW gleichwertig und insbesondere die Vorschriften über die getrennte Verwahrung der Vermögenswerte, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf.

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der EU, einem OECD- und einem FATF-Mitgliedstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

g) abgeleitete Finanzinstrumente ("Derivate", mit einbegriffen insbesondere Devisentermingeschäfte und non-deliverable forwards), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben, die an einem der unter den Absätzen a), b) oder c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der Fonds gemäß den in diesem Verwaltungsreglement genannten Anlagezielen investieren darf;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende, erstklassige Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind und die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind;

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können;

h) Geldmarktinstrumente erworben, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition von Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) oder c) dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht [definieren] festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

3. Wobei jedoch bis zu 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in andere als die unter Nr. 2 dieses Artikels genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden dürfen.

4. Techniken und Instrumente

a) Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es dem Fonds nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von seinen im ausführlichen Verkaufsprospekt festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Der Fonds hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnettowert seiner Portfolios nicht überschreitet.

Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige Marktfluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Dies gilt auch für die beiden nachfolgenden Absätze.

Der Fonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen von Artikel 43 Absatz 5 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht überschreitet. Investiert der Fonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften von Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 mitberücksichtigt werden.

c) Wertpapierleih-, Pensions- und Rückkaufgeschäfte

Der jeweilige Teilfonds darf zum Zwecke eines effizienten Portfoliomanagements und/oder zu Absicherungszwecken Wertpapierleih-, Pensions- und Rückkaufgeschäfte abschließen.

Zur Sicherung der Verpflichtungen kann die Gesellschaft sämtliche im CSSF Rundschreiben 08/356 vorgesehene Sicherheiten akzeptieren.

Die von der Gesellschaft in diesem Zusammenhang erhaltenen Barsicherheiten können von ihr gemäß der Anlagepolitik des betroffenen Teilfonds wiederangelegt werden

Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden sollen.

6. Risikostreuerung

a) Es dürfen maximal 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden. Jeder Teilfonds darf nicht mehr als 20% seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften des Fonds mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

- 10% des Netto-Teilfondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe f) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ist und

- 5% des Netto-Teilfondsvermögens in allen anderen Fällen.

b) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente die Verwaltungsgesellschaft mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt hat, darf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen in Buchstabe a) genannten Obergrenzen darf die Verwaltungsgesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des jeweiligen Teilfondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten investieren.

c) Die unter Nr. 6 Buchstabe a), Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

d) Die unter Nr. 6 Buchstabe a) Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen.

Sollten mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in von ein und dem selben Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

e) Die unter Nr. 6 Buchstabe b) Satz 1 dieses Artikels genannte Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens findet in den Fällen der Buchstaben c) und d) keine Anwendung.

f) Die unter Nr. 6 Buchstaben a) bis d) dieses Artikels beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens dürfen nicht kumulativ betrachtet werden, sondern es dürfen insgesamt nur maxi-

mal 35% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen oder Derivate bei derselben angelegt werden.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG des Rates vom 13. Juni 1983 aufgrund von Artikel 54 Absatz 3 Buchstabe g) des Vertrages über den konsolidierten Abschluss (ABl. L 193 vom 18. Juli 1983, S.1) oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in dieser Nr. 6 Buchstaben a) bis f) dieses Artikels vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Der jeweilige Teilfonds darf 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

g) Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft für den jeweiligen Teilfonds bis zu 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Aktien und Schuldtitel ein und derselben Einrichtung investieren, wenn die Nachbildung eines von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex das Ziel der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds ist. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass:

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht, und
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die vorgenannte Anlagegrenze erhöht sich auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in den Fällen, in denen es aufgrund außergewöhnlicher Marktverhältnisse gerechtfertigt ist, insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Diese Anlagegrenze gilt nur für die Anlage bei einem einzigen Emittenten.

Ob die Verwaltungsgesellschaft von dieser Möglichkeit Gebrauch macht, findet für den jeweiligen Teilfonds in dem entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

g) Unbeschadet des unter Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Gesagten, dürfen unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des jeweiligen Netto Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten darf.

i) Es werden für die jeweiligen Teilfonds nicht mehr als 10% des jeweiligen Netto Teilfondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels angelegt, es sei denn, der teilfondsspezifische Anhang zu dem Verkaufsprospekt sieht für den jeweiligen Teilfonds etwas anderes vor. Insofern die Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds eine Anlage zu mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels vorsieht, finden die nachfolgenden Buchstaben j) und k) Anwendung.

j) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen ein und desselben OGAW oder ein und desselben anderen OGA gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 angelegt werden. Wobei im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 jeder Teilfonds eines OGAW oder OGA mit mehreren Teilfonds, bei denen die Aktiva ausschließlich den Ansprüchen der Anleger dieses Teilfonds gegenüber den Gläubigern haften, deren Forderungen anlässlich der Gründung, der Laufzeit oder der Liquidation des Teilfonds entstanden sind, als eigenständige OGAW oder OGA anzusehen sind.

k) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 30% des Netto-Teilfondsvermögens in andere OGA angelegt werden. In diesen Fällen müssen die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 hinsichtlich der Vermögenswerte der OGAW bzw. OGA, von denen Anteile erworben werden, nicht gewahrt sein.

l) Erwirbt ein OGAW Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen (inkl. Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen).

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zur Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen und es sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Der Fonds wird daher nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3% unterliegen. Der Jahresbericht des Fonds wird betreffend den jeweiligen Teilfonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Teilfonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

m) Es ist der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, die von ihr verwalteten OGAW nach Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 dazu zu benutzen, eine Anzahl an mit Stimmrechten verbundenen Aktien zu erwerben, die es ihr ermöglichen, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

n) Weiter dürfen für die Investmentgesellschaft bzw. ihre Teilfonds

- bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,
 - bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
 - nicht mehr als 25% der ausgegebenen Anteile ein und desselben OGAW und/oder OGA sowie
 - nicht mehr als 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten
- erworben werden.

- o) Die unter Nr. 6 Buchstaben m) und n) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung, soweit es sich um
- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben oder garantiert werden;
 - Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören;
 - Aktien handelt, die der jeweilige Teilfonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Drittstaates besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den jeweiligen Teilfonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 43, 46 und 48 Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Grenzen beachtet. Bei der Überschreitung der in den Artikeln 43 und 46 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sinngemäß Anwendung.

7. Flüssige Mittel

Das Netto-Teilfondsvermögen darf auch in flüssigen Mitteln gehalten werden.

8. Kredite und Belastungsverbote

- a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b) oder um Sicherheitsleistungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.
- b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Devisen durch "Back-to-Back"- Darlehen.
- c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Finanzinstrumenten gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstaben e), g) und h) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht entgegensteht.

9. Weitere Anlagerichtlinien

- a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.
- b) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.
- c) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Verbindlichkeiten eingegangen werden, die zusammen mit den Krediten nach Nr. 8 Buchstabe b) dieses Artikels 10% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens überschreiten.

10. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 5. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW"). Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGAW verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

Die Aktionäre der einzubringenden Investmentgesellschaft haben während eines Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum einschlägigen Nettoinventarwert pro Aktie zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Aktie an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des aufnehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Art. 7. Die Liquidation der Investmentgesellschaft

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung jederzeit liquidiert werden. Dieser Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese

Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt jedoch das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft zu unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird in einem solchen Fall mit einer Mehrheit von 25% der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Die Teilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 8. Die Teilfonds

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

Art. 9. Dauer der einzelnen Teilfonds. Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich für den jeweiligen Teilfonds aus dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt.

Art. 10. Die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds

1. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder in einen anderen Luxemburger OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW.

Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder einen anderen Luxemburger OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW verschmolzen werden. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Beschluss des Verwaltungsrates zur Verschmelzung wird jeweils in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Aktien des einzubringenden Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes sind die von der Verschmelzung betroffenen Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung, berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

Darüber hinaus gilt in den Fällen, in denen ein Teilfonds mit einem Teilfonds eines fonds commun de placement verschmolzen wird, dass dieser Beschluss nur die Aktionäre verpflichten darf, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

2. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen ausländischen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGAW.

Die Einbringung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft in einen ausländischen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGAW ist nur mit der einstimmigen Billigung aller Aktionäre des betroffenen Teilfonds möglich, es sei denn, es werden nur die Aktionäre, die sich für die Einbringung ausgesprochen haben, übertragen.

Verschmelzungsbeschlüsse bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Für die Verschmelzung von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

Art. 11. Die Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

1. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft insbesondere in den folgenden Fällen liquidiert werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt;

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien in Bezug auf den zu liquidierenden Teilfonds mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

2. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 12. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds der Investmentgesellschaft ("Netto-Gesellschaftsvermögen") gemäß Artikel 14 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch volleinbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung 31.000 Euro dem 310 Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Euro und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen abzustellen.

Art. 13. Aktien

1. Aktien sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Inhaberaktien werden nur als ganze Aktien ausgegeben. Die Investmentgesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen. Namensaktien werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben. Namensaktien werden von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

2. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

3. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

4. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

5. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempels geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

6. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

7. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 14. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie

1. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) ("Referenzwährung").
 2. Der Wert einer Aktie ("Nettoinventarwert pro Aktie") lautet auf die im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung ("Teilfondswährung").
 3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Netto-Inventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.
 4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds ("Netto-Teilfondsvermögen") an jedem im jeweiligen Anhang angegebenen Tag ("Bewertungstag") ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch beschließen, den Aktienwert am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen des Aktienwertes an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satz 1 dieser Ziffer 4 handelt. Folglich können die Aktionäre keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Aktien auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Nettoinventarwertes pro Aktie verlangen.
 5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:
 - a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.
 - b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.
 - c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfbar Bewertung auf Tagesbasis bewertet.
 - d) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar, Bewertungsregeln festlegt.
 - e) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Buchstabe a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.
 - f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.
 - g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.
- Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des betreffenden Teilfonds gezahlt wurden.

6. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

Art. 15. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

3. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 16. Ausgabe von Aktien

1. Aktien werden jeweils am Erstausbabetag eines Teilfonds bzw. innerhalb der Erstausbabeperiode eines Teilfonds, zu einem bestimmten Erstausbabepreis (zuzüglich Ausgabeaufschlag zugunsten der Vertriebsstelle) ausgegeben, so wie für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben. Im Anschluss an diesen Erstausbabetag bzw. an diese Erstausbabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 14 Nr. 4 der Satzung, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, der Sammelstelle, der Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Sammelstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Sammelstelle ("maßgebliche Stelle"). Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank ("maßgebliche Stelle").

Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Antragsteller vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien, welche nach dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Namensaktien zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Sammelstelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Sammelstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Inhaberaktien werden bei Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Anzahl von Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

3. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

4. Die Umstände unter denen die Ausgabe von Aktien eingestellt wird, werden in Artikel 17 der Satzung beschrieben.

Art. 17. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien

1. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Aktionäre erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle, betreffend Namensaktien, und die Depotbank, betreffend Inhaberaktien, auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückerstatten.

3. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

4. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat den Besitz von Aktien durch jede Person, die in den Vereinigten Staaten von Amerika ("USA") steuerpflichtig ist einschränken oder verbieten.

Als in den USA steuerpflichtige natürliche Personen werden bspw. diejenigen betrachtet, die,

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten oder
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind.

Als in den USA steuerpflichtige juristische Personen werden bspw. betrachtet

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US- Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem "Act of Congress" gegründet wurde oder
- c) ein Pensionsfund, der als US-Trust gegründet wurde.

Art. 18. Rücknahme und Umtausch von Aktien

1. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 14 Nr. 4 der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages ("Rücknahmepreis") zu beantragen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

Der Rücknahmepreis kann sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen vermindern. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

2. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre, der Investmentgesellschaft oder eines oder mehrerer Teilfonds erforderlich erscheint.

3. Der Umtausch sämtlicher Aktien oder eines Teils der Aktien von einem Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des maßgeblichen Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer etwaigen Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle in Höhe von generell 1% des Nettoinventarwertes pro Aktie der zu zeichnenden Aktien, mindestens jedoch in Höhe der Differenz des Ausgabeaufschlags des Teilfonds der umzutauschenden Aktien zu dem Ausgabeaufschlag des Teilfonds in welchen ein Umtausch erfolgt. Falls ein Umtausch von Aktien für bestimmte Teilfonds nicht möglich sein soll oder für den Fall, dass keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies für den betroffenen Teilfonds in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

Sofern unterschiedliche Aktienklassen angeboten werden kann auch ein Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse, sowohl innerhalb ein und desselben Teilfonds als auch von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds erfolgen. Für den Fall, dass ein Umtausch innerhalb ein und desselben Teilfonds erfolgt, wird keine Umtauschprovision erhoben.

Die Investmentgesellschaft kann für den jeweiligen Teilfonds jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft bzw. des Teilfonds oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint.

4. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, der Sammelstelle, den Vertriebsstellen und den Zahlstellen eingereicht werden.

Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Sammelstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Sammelstelle.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank.

Ein Rücknahmeauftrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzubehaltenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Teilfonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeanträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des darauf folgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Vollständige Rücknahmeanträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Anzahl von Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung. Im Fall von Namensaktien erfolgt die Auszahlung auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

Sich aus dem Umtausch von Inhaberaktien ergebende Spitzenbeträge werden von der Depotbank in bar ausgeglichen.

5. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes zeitweilig einzustellen.

6. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Aktien. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

V. Generalversammlung

Art. 19. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 20. Einberufung

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am ersten Dienstag im November eines jeden Jahres um 14 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2009 abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten.

3. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

4. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

5. Die oben unter 2. bis 4. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 21. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 20. Dezember 2002, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten die von den

vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 22. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 23. Zusammensetzung

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

- a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder
- b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

2. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 24. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlagenausschüsse für die jeweiligen Teilfonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Artikel 26. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens 48 (achtundvierzig) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied entweder bei Anwesenheit in der Sitzung keine Einwände gegen die Form der Einladung erhoben oder sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail, gegeben hat, nicht erforderlich. Einwände gegen die Form der Einberufung können bei Anwesenheit nur in der Sitzung selbst erhoben werden.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 27. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im einzelnen in Artikel 38 beschrieben sind.

Art. 28. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 29. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 30. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff "persönliches Interesse", wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 31. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

Art. 32. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. den Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen; sie kann sich ferner unter eigener Verantwortung und auf eigne Kosten von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern und/oder einem Anlageausschuss, beraten lassen.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines entgeltlich Bevollmächtigten (mandataire salarié).

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 33. Fondsmanager. Sofern die Investmentgesellschaft von Artikel 32 Absatz 1 Gebrauch gemacht und die Verwaltungsgesellschaft anschließend die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines solchen Fondsmanagers insbesondere in der täglichen Umsetzung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds, wie sie in dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) der Investmentgesellschaft beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft bzw. ihrer Teilfonds auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem jeweiligen Teilfonds getragen.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 34. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden.

Der/ die Wirtschaftsprüfer ist/ sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/ können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 35. Verwendung der Erträge

1. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 12 dieser Satzung sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Reinvestition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

Sofern effektive Stücke ausgegeben wurden, erfolgt die Auszahlung der Ausschüttungen gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Investmentgesellschaft benannten Zahlstellen.

5. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, insbesondere wenn, im Zusammenhang mit effektiven Stücken, kein Ertragsschein vorgelegt wurde, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Art. 36. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

1. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

2. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht.

3. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

Art. 37. Kosten. Der jeweilige Teilfonds trägt die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine (fixe und/ oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer Mehrwertsteuer.

2. Sofern ein Fondsmanager vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

Daneben kann der Fondsmanager aus dem jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens eine wertentwicklungsorientierte Vergütung ("Performance-Fee") erhalten, welche als quartalsmäßiger/jährlicher Prozentsatz auf den Teil der quartalsmäßig/jährlich netto, d.h. unter Berücksichtigung eventueller zwischenzeitlicher Wertminderungen, erwirtschafteten Wertentwicklung berechnet wird. Diese Performance-Fee kann entweder auf den gesamten Nettowertzuwachs, oder den einen bestimmten Mindestprozentsatz oder eine Benchmark (die Wertentwicklung eines bestimmten Wertpapierindex im selben Zeitraum) übersteigenden Teil des Nettowertzuwachses gerechnet werden. In einem Quartal netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Quartal zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorge tragen. Die prozentuale Höhe sowie der Berechnungsmodus einer etwaigen Performance-Fee werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt aufgeführt.

Neben der Vergütung des Fondsmanagers wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen mittelbar eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet.

Soweit die Teilfonds jedoch Anteile eines Zielfonds erwerben,

a) der von einer Gesellschaft verwaltet wird, die mit der Investmentgesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft der Investmentgesellschaft (sofern ernannt) durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, oder

b) dessen Fondsmanager auch für die Investmentgesellschaft und ihre Teilfonds die Funktion des Fondsmanagers wahrnimmt, oder

c) der von einer Gesellschaft verwaltet wird, bei der ein oder mehrere Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates gleichzeitig Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates (i) der Investmentgesellschaft, (ii) der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder (iii) einer anderen Gesellschaft, die mit der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder dem Fondsmanager der Investmentgesellschaft (sofern ernannt) verbunden ist,

dürfen dem jeweiligen Teilfondsvermögen keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge sowie Verwaltungsvergütungen für diese Zielfonds berechnet werden.

Das Verbot gilt ferner im Falle der Anlage in Anteile an Zielfonds, die mit der Investmentgesellschaft in der vorstehenden Weise verbunden sind.

Leistungsbezogene Vergütung und Gebühren für das Fondsmanagement sowie für die Anlageberatung fallen ebenfalls unter den Begriff der "Verwaltungsvergütung" in vorbenanntem Zusammenhang und sind deshalb mit einzubeziehen. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, dass der Fondsmanager (sofern ernannt) seine Vergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung verkürzt.

Soweit einzelne Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegen, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/ oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, dass zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieser Satzung und des Verkaufsprospektes (nebst Satzung und Anhang) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung der Zielfonds, in welchen die einzelnen Teilfonds anlegen, sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

3. Die Depotbank und die Zentralverwaltungsstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben aus dem Depotbank- und dem Zentralverwaltungsvertrag eine in Luxemburg bankübliche Vergütung die monatlich nachträglich berechnet und monatlich nachträglich ausgezahlt wird. Diese Vergütungen verstehen sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

4. Die Register- und Transferstelle erhält für die Erfüllung ihrer Aufgaben aus dem Register- und Transferstellenvertrag eine in Luxemburg bankübliche Vergütung, die als Festbetrag je Anlagekonto bzw. je Konto mit Sparplan und/oder Entnahmeplan am Ende eines jeden Jahres aus dem Teilfondsvermögen zahlbar ist.

6. Sofern eine Vertriebsstelle vertraglich verpflichtet wurde, kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

5. Der jeweilige Teilfonds trägt neben den vorgenannten Kosten, die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;

b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des jeweiligen Teilfonds in Anteile anderer OGAW oder OGA anfallen;

c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Inhaberanteilen;

d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet;

e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. Teilfondsvermögen, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds handelt;

g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Anteilzertifikate sowie Ertragschein- und Bogenerneuerungen, des vereinfachten Verkaufsprospektes, des Verkaufsprospektes (nebst Anhang), der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden.

i) Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bzw. einen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft.

j) Kosten, im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;

k) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;

l) Versicherungskosten;

m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten ausländischer Zahl- und Vertriebsstellen, sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;

n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 4 der Satzung aufgenommen werden;

o) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

p) Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;

q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft bzw. einzelner Teilfonds und die Erstaussgabe von Aktien;

r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich Kosten für Interessenverbände;

s) Kosten für Performance-Attribution;

t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds durch national und international anerkannte Rating Agenturen.

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien werden zu Lasten des Vermögens der bei Gründung bestehenden Teilfonds über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfondsvermögen stehen, erfolgt pro rata auf die jeweiligen Teilfondsvermögen. Kosten, die im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds entstehen, werden zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens, dem sie zuzurechnen sind, innerhalb einer Periode von längstens fünf Jahren nach Auflegung abgeschrieben.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Art. 38. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 01. Juli und endet am 30. Juni des darauf folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der Gründung und endet am 30. Juni 2009.

Art. 39. Depotbank

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 40. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Vorschriften für Satzungsänderungen eingehalten werden.

Art. 41. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verwiesen.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

DZ Bank International S.A., vorgeannt, zeichnet dreihundertzehn (310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend (Euro 31.000,-),

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

127081

Kosten

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 7.000.-.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der er sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

a) Herr Frank ENDRES, geboren in Andernach, am 20. September 1960, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen;

b) Herr Uwe Krönert, geboren in Bamberg, am 11. März 1970, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen;

c) Herr Niklaus RUMMLER, geboren in Saarbürg, am 5. Oktober 1962, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen,

d) Herr Ali Ihsan FIRAT, geboren in Rize, Türkei, am 18. September 1971, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Dr. Wollert - Dr. Elmendorff S.à r.l., mit Sitz in L-1611 Luxemburg, 560, rue de Neudorf, R.C.S. Luxembourg B 110.698.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. WENZ und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41117. - Reçu mille deux cent cinquante euros 1.250.- EUR.

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Für gleichlautende Kopie zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 16. Oktober 2008.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2008131066/242/1032.

(080153919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Morgan Stanley Galaxy Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion daté du 17 septembre 2008 entrant en vigueur le 29 septembre 2008, a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 25 septembre 2008.

Pour la société

Morgan Stanley Asset Management S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2008124563/267/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2008, réf. LSO-CV00007. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080146482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,

(anc. HSH Swift Capital Partners Institutional 2007 S.A., SICAR).

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 130.577.

Im Jahre zweitausendacht, am zweiundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital HSH Swift Capital Partners Institutional 2007 S.A., SICAR (die "Gesellschaft") mit Sitz in Munsbach und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 130.577 zu einer außerordentlichen Generalversammlung erschienen. Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde vom 28. Juni 2007 gegründet, welche am 26. Oktober 2007 im Mémorial C veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wird um 14:30 Uhr unter dem Vorsitz von Britta Weickgenannt, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Peter Sasse, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Tina Brinkmann, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Bestellung des neuen Verwaltungsratsmitglieds Harald Strelen.
2. Änderung des Namens der Gesellschaft in "HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR" und entsprechende Änderung des Artikel 1 der Satzung.
3. Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft um ein Jahr bis 2020 und entsprechende Änderung des Artikels 3 der Satzung.
4. Erweiterung des Anlegerkreises der Aktienklasse A auf alle sachkundigen Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (SICAR) und entsprechende Änderung der Artikel 5 und 6 der Satzung.
5. Regelung bezüglich der Beschlussfassung bei Statusänderung der Gesellschaft und entsprechende Ergänzung von Artikel 29 der Satzung.
6. Redaktionelle Änderungen der Artikel 8, 19, 20, 22, und 23.
7. Verschiedenes

II. Die persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigten Vertreter sowie die jeweilige Anzahl der Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären oder deren bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar "ne varietur" gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

III. Aus der Anwesenheitsliste und dem Auszug aus dem Aktionärsregister geht hervor, dass von den 310 Aktien, die das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentieren, alle Aktien in dieser Generalversammlung anwesend oder rechtsgültig vertreten sind.

IV. Gegenwärtige Generalversammlung ist daher gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

1. Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Herrn Harald Strelen, geboren am 1. Februar in Oldenburg, beruflich ansässig in 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg zum neuen Verwaltungsratsmitglied zu bestellen bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

2. Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den Namen der Gesellschaft in "HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR" zu ändern und entsprechend Artikel 1 der Satzung wie folgt neu zu fassen:

"Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (Société d'investissement en capital à risque, SICAR) in der Form einer Aktiengesellschaft (Société anonyme) unter dem Namen "HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR" (die "Gesellschaft")."

3. Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Laufzeit der Gesellschaft um ein Jahr bis 2020 zu verlängern und entsprechend Artikel 3 Satz 1 der Satzung wie folgt neu zu fassen:

"Die Gesellschaft ist befristet bis zum 31. Dezember 2020."

4. Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den Anlegerkreis der Aktienklasse A auf alle sachkundigen Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (SICAR) zu erweitern und entsprechend die Artikel 5 und 6 der Satzung wie folgt zu ändern:

Art. 5. Absatz 4 Satz 1. "Aktien der Aktienklasse A sind sachkundigen Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten."

Art. 6. Absatz 1 Satz 1. "(1) Die Aktien der Aktienklasse A sind ausschließlich sachkundigen Investoren im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten.

Art. 6. Absatz 1 Unterabsatz 5. "Aktien der Aktienklasse A der Gesellschaft dürfen nur an sachkundige Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2004 übertragen werden. Um dies sicherzustellen sowie um zu gewährleisten, dass (i) die Aktien der Gesellschaft von nicht mehr als 100 sachkundigen Investoren gehalten werden und (ii) dass es sich dabei vorwiegend um institutionelle Investoren handelt, benötigen Übertragungen von Aktien der Aktienklasse A die vorherige Zustimmung des Verwaltungsrates. Ausgenommen von der Zustimmung des Verwaltungsrates sind Übertragungen von Aktien, die im gebundenen Vermögen eines Versicherungsunternehmens oder von Kapitalanlagegesellschaften auf Rechnung von Sondervermögen gehalten werden, sofern die Übertragung dieser Aktien an sachkundige Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2004 erfolgt, die Zahl der Aktionäre insgesamt 100 nicht übersteigt und es sich dabei vorwiegend um institutionelle Investoren handelt."

Art. 6. Absatz 1 Unterabsatz 7. "Der Verwaltungsrat kann die Beschränkung der Zahl der Aktionäre nach seinem Ermessen aufheben, wenn die Gründe für die Beschränkung entfallen. Entsprechendes gilt für die Maßgabe, dass Aktien vorwiegend von institutionellen Investoren gehalten werden müssen."

Art. 6. Absatz 1 Unterabsatz 10. "Falls ein Aktionär Aktien der Aktienklasse A der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Investor im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2004 sein."

5. Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Beschlussfassung bei Statusänderung der Gesellschaft zu regeln und Artikel 29 der Satzung um den folgenden zweiten Absatz zu ergänzen:

"Unbeschadet dessen muss ein Beschluss der Generalversammlung, der die Aufgabe des Status der Gesellschaft als SICAR im Sinne des Gesetzes vom 15 Juni 2004 zur Folge hat, einstimmig von allen Aktionären gefasst werden."

6. Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Artikel 8, 19, 20, 22, und 23 redaktionell zu überarbeiten und wie folgt neu zu fassen:

Art. 8. Absatz 2 Satz 3. "Der Aktionär erhält insgesamt 50% der von ihm geleisteten Kapitaleinzahlungen, gemindert um sämtliche an ihn gezahlten Ausschüttungen (einschließlich Kapitalrückführungen), maximal jedoch den Nettoinventarwert seiner Aktien zum Zeitpunkt der Einziehung."

Art. 19. Absatz 1 Satz 2. "Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellter der Gesellschaft, der als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung tätig ist, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln."

Art. 20. Absatz 1 Satz 2. "Dies gilt auf Antrag der zu entschädigenden Person auch für Auslagen, welche im Zusammenhang mit Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren, die aufgrund einer Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter einer anderen Gesellschaft, an welcher die Gesellschaft als Anteilhaber beteiligt ist oder bei welcher die Gesellschaft Gläubiger ist, entstanden sind, sofern die zu entschädigende Person keine Entschädigung von dieser anderen Gesellschaft erhält."

Artikel 22 Absatz 3 Satz 3 sowie Artikel 23 Satz 2 und 3 werden gestrichen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist und kein Aktionär weiter das Wort ergreift, wird die Generalversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen - dem Notar den Namen, Vornamen, sowie Stand und Wohnort nach bekannt - haben dieselbigen mit dem Notar gemeinsam die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet : B. WEICKGENANNT, P. SASSE, T. BRINKMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 septembre 2008. Relation: LAC/2008/38670. - Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): F. SCHNEIDER.

Für gleichlautende Kopie zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 30. September 2008.

Henri Hellinckx.

Référence de publication: 2008124572/242/116.

(080146701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Structured Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 112.174.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglements des Teilfonds Pioneer Guaranteed September 2014, in Kraft getreten am 1. Oktober 2008, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt hinterlegt.
Hinweis zur Bekanntmachung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Oktober 2008.
Structured Invest S.A.
Silvia Mayers / Désirée Eklund

Référence de publication: 2008124571/755/15.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08214. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Bardeen, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Für den Fonds BARDEEN, der als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht (Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds) gegründet wurde gelten die Bestimmungen des Verwaltungsreglements, das am 21. August 2008 in Kraft trat und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 21. August 2008.
BARDEEN Management Company S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008124566/250/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2008, réf. LSO-CV00192. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080146507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

beta3, Fonds Commun de Placement.

Allgemeines Verwaltungsreglement beta³

Das Sondervermögen beta³ wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 1. Oktober 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung am 30. Oktober 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 1. Oktober 2008.
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008125273/1346/18.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2008, réf. LSO-CV00871. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080146451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Vingtsept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 47.897.

L'an deux mille cinq, le vingt-quatre mai.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

THE UNIVERSAL FINANCE HOLDING LTD, une société avec siège social à The Lake Building, 2nd Floor, P.O. Box 3161, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques,

ici représentée par Monsieur Gérard MULLER, économiste, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Lugano, le 4 mai 2005,

lui-même ici représenté par Madame Annie SWETENHAM, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

en vertu d'un pouvoir de substitution donné à Luxembourg, le 23 mai 2005.

Laquelle procuration avec pouvoir de substitution, après avoir été signée par la mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a, par sa mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme "VINGTSEPT S.A.", R.C.S. Luxembourg B 47.897, ayant son siège social à Luxembourg-Kirchberg, fut constituée originellement sous la dénomination de "GIOVINT HOLDING S.A." suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 juin 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 394 du 13 octobre 1994.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises, et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 1^{er} octobre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1625 du 13 novembre 2002.

- La Société a actuellement un capital social de sept cent soixante-quinze mille (775.000,-) euros (EUR), divisé en cent cinquante mille actions (150.000) actions sans valeur nominale, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- La comparante s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

- Par la présente la comparante en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Sur ce, la mandataire de la comparante a présenté au notaire deux certificats d'actions au porteur numéros 5 et 6 lesquels ont immédiatement été lacérés.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société "VINGTSEPT S.A."

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

(Signé): A. SWETENHAM, A. SCHWACHTGEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mai 2005. Volume 24CS, Folio 38, Case 9. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2005.

André SCHWACHTGEN.

Référence de publication: 2008134108/230/53.

(050044593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, Fondation.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg G 194.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

ont comparu:

1) Crédit Agricole S.A.: société anonyme dont le siège social est situé au 91/93, boulevard Pasteur à Paris 15^{ème} et immatriculée au registre du commerce de Paris sous le numéro 784 608 416, d'une part; et

2) Grameen Trust: organisation non gouvernementale à but non lucratif soumise au droit de la République populaire du Bangladesh, dont le siège social est situé à Grameen Bank Bhaban, Mirpur 2, Dhaka 1216 - Bangladesh; d'autre part.

Lesquels comparants sont représentés aux présentes par Monsieur Jean-Michel DAUNIZEAU, Directeur des Affaires Juridiques du Crédit Agricole S.A., demeurant à Paris, agissant en vertu d'un pouvoir lui accordé dans une convention signée le 18 février 2008 entre le Crédit Agricole S.A., prénommé, représenté par Monsieur René CARRON en sa qualité de Président du Conseil d'administration de la société et Monsieur Georges PAUGET en sa qualité de Directeur Général de la société et Grameen Trust, prénommé, représenté par Monsieur Muhammad YUNUS, lauréat du prix Nobel de la paix, en sa qualité de représentant légal.

Une copie certifiée conforme de cette convention est annexée au présent acte.

Lesquels comparants, ci-après également désignés par les «Fondateurs», ont déclaré qu'ils entendent présentement créer une fondation, (ci-après la «Fondation») dénommée «Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation», conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, dont les statuts sont fixés comme suit:

Chapitre I^{er}. Dénomination

Art 1^{er}. La Fondation prend la dénomination «Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation».

Chapitre II. Objet - Siège - Durée

Art 2. La Fondation a pour objet de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, par le développement et l'encouragement d'initiatives de microcrédit et de projets économiques socialement responsables («social business») ainsi que par le soutien financier et technique d'institutions de microfinance dans les pays en développement ou émergents.

La Fondation réalise son objet social, soit directement, soit au travers de filiales constituées sous forme de sociétés, de fonds d'investissement ou de tout autre organisme qu'elle contrôle.

La Fondation peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet

Art 3. Le siège de la Fondation est établi à Luxembourg-Ville, 5, Allée Scheffer.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil d'administration.

Art 4. La Fondation est établie pour une durée illimitée.

Chapitre III. Patrimoine et revenus

Art 5. «Les fondateurs ont apporté à la Fondation une somme de cinquante millions d'euros (50.000.000 euros) (ci-après la «Dotation») dans la proportion suivante:

- Crédit Agricole S.A., préqualifiée, quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros (49 999 000 EUR) et

- Grameen Trust, préqualifiée, mille euros (1 000 EUR).

La preuve de cet apport a été rapportée au notaire instrumentant qui le constate expressement.

La Fondation pourra disposer de la Dotation en conformité avec ses statuts dès que l'arrêté grand-ducal d'approbation des présentes aura été obtenu.

Art 6. Les revenus de la Fondation sont constitués par:

- les revenus et produits financiers de la Dotation et de l'activité de la Fondation,
- les donations, subsides, subventions et legs de toute sorte qu'elle pourra recevoir dans les conditions prévues par les articles 16 et 36 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif,
- les contributions périodiques des fondateurs et/ou de leurs filiales directes ou indirectes.

Chapitre IV. Administration

Art 7. La Fondation est administrée par un Conseil d'administration composé de dix (10) administrateurs au moins et de treize (13) au plus.

Le premier Conseil d'administration se compose des membres suivants:

- Monsieur le professeur Muhammad YUNUS, Executive Trustee of Grameen Trust, lauréat du prix Nobel de la paix, ayant son adresse professionnelle à Grameen Bank Bhaban, Mirpur 2, Dhaka 1216, BANGLADESH, de nationalité bengalie;

- Son Altesse Royale Maria Teresa, Grande-Duchesse de Luxembourg, ayant Son adresse au Palais Grand-Ducal 20-13 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise.

- Monsieur le professeur S. M. Huzzatul Islam LATIFEE, Managing Director, Grameen Trust, ayant son adresse professionnelle à Grameen Bank Bhaban, Mirpur 2, Dhaka 1216, BANGLADESH, de nationalité bengalie;

- Monsieur M. SHAHJAHAN, General Manager, Grameen Bank, ayant son adresse professionnelle à Grameen Bank Bhaban, Mirpur 2, Dhaka 1216, BANGLADESH, de nationalité bengalie;

- Monsieur René CARRON, Président de Crédit Agricole S.A., Président de la Confédération Internationale du Crédit Agricole, ayant son adresse professionnelle à Crédit Agricole S.A., 91-93 boulevard Pasteur, 75710 Paris Cedex 15, FRANCE, de nationalité française;

- Monsieur Raphaël APPERT, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Val de France, ayant son adresse professionnelle au Crédit Agricole Val de France, 1 rue Daniel Boutet, 28002 Chartres Cedex, FRANCE, de nationalité française;

- Madame Beatriz ARMENDARIZ, Maître de conférence en économie à l'université de Harvard (USA) et Maître de conférence senior, University College London (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle à Harvard University, Department of Economics, Littauer Center, Office 323, 1805 Cambridge Steer, MA. 02138, Etats-Unis, de nationalité mexicaine;

- Madame Agnès DE CLERMONT-TONNERRE, Secrétaire générale de Crédit Agricole S.A., ayant son adresse professionnelle à Crédit Agricole S.A., 91-93 boulevard Pasteur, 75710 Paris Cedex 15, FRANCE, de nationalité française;

- Monsieur Yves COUTURIER, ancien Directeur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, ancien secrétaire général de la Fédération Nationale du Crédit Agricole, ayant son adresse professionnelle à 1 allée de la Queyrassine, 38240 Meylan, FRANCE, de nationalité française;

- Monsieur Luc DEMAZURE, Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord-Est, ayant son adresse professionnelle à Crédit Agricole du Nord-Est, 25 rue Libergier, 5108 Reims, FRANCE, de nationalité française; et

- Monsieur Daniel LEBEGUE, Président d'Epargne sans frontières, Président de l'Institut Français des Administrateurs (IFA), ancien Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, ayant son adresse professionnelle à Institut Français des Administrateurs (IFA), 7 rue Balzac, 75008 Paris, FRANCE, de nationalité française.

Le Délégué général de la Fondation visé à l'article 12 participe au Conseil d'administration, avec voix consultative.

Le Conseil d'administration pourra nommer des administrateurs supplémentaires sans toutefois dépasser le maximum de treize (13) membres.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de trois ans, renouvelable.

La première période de trois ans sera censée commencer le jour de l'approbation des présentes par arrêté graduel.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment, sans indication de motif, à la majorité simple, par le Conseil d'administration, dans le respect des droits de la défense. Le membre dont la révocation est en cause est en droit de participer au vote.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, le Conseil d'administration pourvoira à son remplacement dans les six (6) mois.

Par ailleurs, pour les administrateurs qui, au moment de leur entrée en fonction, exercent un mandat électif ou une fonction exécutive au sein du Groupe Grameen ou du Groupe Crédit Agricole, le terme de leur mandat ou la cessation de leur fonction, quel qu'en soit le motif, au sein de l'un ou l'autre groupe entraîne d'office la cessation immédiate de leur fonction d'administrateur et la vacance de leur siège, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement. Par Groupe Grameen, il faut entendre les organisations sœurs et affiliées, actuelles et futures de Grameen Trust et par Groupe Crédit Agricole, il faut entendre Crédit Agricole SA, les Caisses Régionales de Crédit Agricole, la Fédération nationale du Crédit Agricole, la SAS La Boétie et toute filiale contrôlée majoritairement par l'une et/ou l'autre des entités précitées.

Lorsqu'il est procédé au remplacement d'un administrateur dont le mandat n'est pas expiré, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des administrateurs sont exercés à titre bénévole et ne donnent droit à aucune rémunération. Toutefois, les administrateurs ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour.

Art. 8. Le Conseil d'administration élit à la majorité parmi ses membres présents ou représentés, un président portant le titre de Président de la Fondation ainsi que deux vice-présidents. En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont remplies par le vice-président le plus âgé.

Art. 9. Le Conseil d'administration se réunit, sur la convocation de son Président ou de celui qui le remplace, ou à la demande de trois (3) de ses membres aussi souvent que les intérêts de la Fondation l'exigent. Il se réunira au moins deux fois par an dont une fois au moins au siège de la Fondation.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocation.

Sont réputés présents pour le calcul de quorum et de majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et qui garantissent une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion par de tels moyens de communication est réputée se dérouler au siège de la Fondation.

Sous réserve et sans préjudice de l'alinéa 1^{er} du présent article, une décision du Conseil d'administration peut également être adoptée par écrit, sans que ses membres aient à se réunir si tous les membres acceptent cette procédure.

Une telle décision n'est adoptée que si la majorité absolue des administrateurs marque son accord. En cas de partage, le vote du Président est prépondérant.

Art. 10. Sans préjudice de l'alinéa 4 de l'article 9, le Conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur peut donner, par lettre, télécopie ou tout autre moyen de communication assurant l'authenticité du document ainsi que l'identification de la personne auteur du document, mandat à un autre administrateur de le représenter aux délibérations du Conseil d'administration et de voter en son nom et place, un même membre du Conseil ne pouvant toutefois représenter plus d'un de ses collègues. Le mandat n'est valable que pour une seule séance.

Sauf dans les cas où les présents statuts en disposent autrement, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés du Conseil d'administration. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres qui ont assisté à la réunion.

Les procès-verbaux sont établis en français et traduits en anglais.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le Président ou par deux administrateurs.

Art. 11. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Fondation et pour effectuer tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans son objet.

Il décide notamment de l'administration du patrimoine de la Fondation et définit la politique à suivre par la Fondation en matière de projets à réaliser ou à soutenir.

Il peut notamment acquérir, vendre, placer les capitaux dans un but de gestion de la trésorerie de la Fondation, contracter des emprunts et accepter tous dons et legs conformément aux articles 16 et 36 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

La Fondation sera engagée par la signature conjointe ou individuelle de toute(s) personne(s), administrateur(s) ou non, à laquelle ou auxquelles ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'administration. L'étendue du pouvoir de signature sera déterminée au cas par cas par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut créer un ou plusieurs comités spécialisés chargés de l'assister. Il peut également adopter un règlement intérieur et/ou une charte éthique.

Art. 12. Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, nomme un délégué général de la Fondation chargé d'assurer la gestion journalière.

Le Conseil d'administration lui délègue les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission.

Chapitre V. Comptes annuels - Contrôle

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice s'étend du jour de l'approbation des présentes par arrêté grand-ducal jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

Chaque année, après la fin de l'exercice, le Conseil d'administration établit les comptes annuels de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice en cours. Le budget couvrira toutes les dépenses de la Fondation pour l'exercice en cours, administratives, de fonctionnement et autres, y compris les moyens à consacrer aux projets à réaliser ou à soutenir.

Les comptes annuels sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises qui consigne dans un rapport le résultat de son examen.

Le réviseur d'entreprises est désigné par le Conseil d'administration pour un mandat comportant le contrôle de deux exercices sociaux. Son mandat est renouvelable. Il peut à tout moment être révoqué par le Conseil d'administration.

Chaque année, avant le 1^{er} mars, les comptes annuels de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice en cours sont communiqués au Ministre de la Justice. A la même occasion, les comptes annuels sont publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Chapitre VI. Modification des statuts

Art 14. Les statuts peuvent être modifiés dans toutes leurs dispositions par une décision du Conseil d'administration prise à la majorité simple de ses membres. Toute modification de l'objet social requiert une majorité des deux-tiers (2/3) des membres présents et représentés.

Les modifications aux statuts n'entreront en vigueur qu'après avoir été approuvées par arrêté grand-ducal.

Chapitre VII. Dissolution

Art. 15. Outre la dissolution judiciaire prévue à l'article 41 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, la Fondation peut être dissoute par une décision de son Conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres présents ou représentés. Cette décision désignera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs, dans les limites légales. Elle n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvée par arrêté grand-ducal.

Au cas où la Fondation viendrait à être dissoute pour n'importe quelle cause, le patrimoine net sera affecté à une autre fondation de droit luxembourgeois ou à une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal.

Le retrait de l'un des fondateurs n'entraîne pas la dissolution de la Fondation. Le fondateur qui se retire ne pourra pas récupérer son apport.

La création de la Fondation est soumise à la condition suspensive de l'approbation de ses statuts par arrêté grand-ducal. En cas de refus d'approbation, la Dotation retournera aux fondateurs.

Les parties comparantes déposent en annexe une traduction anglaise des statuts après l'avoir signée ne varietur.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et explications données aux comparants, représentés comme préindiqué, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

(Signé): Daunizeau, Kessler.

Par arrêté Grand-Ducal du 27 septembre 2008, les statuts de la fondation «Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation» ont été approuvés.

(Signé): Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 3 octobre 2008, Relation: EAC/2008/12517. Reçu douze euros 12,-€.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 octobre 2008.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2008134237/219/194.

(080156896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.044.

iii European Property Lux PropCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 141.206.

PROJET DE FUSION

In the year two thousand and eight, on the fourteenth day of October.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem.

THERE APPEARED:

Mrs Julia Holm-Hadulla, lawyer, with professional address at 4, place de Paris, 1011 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of the board of managers of the company "iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140.044,

hereinafter referred to as the "Absorbing Company",

pursuant to a resolution taken by Board of Managers on 14 October 2008,

AND

on behalf of the board of managers of the company "iii European Property Lux PropCo 1 S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 141.206,

hereinafter referred to as the "Absorbed Company",

pursuant to a resolution taken by Board of Managers on 14 October 2008,

Certified copies of said Resolutions, initialled ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting as stated here above, has requested the notary to record in the notarial form the present merger plan, consisting in the absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company, described as follows.

A. Description of the merging companies

Absorbing Company

The Absorbing Company is a société à responsabilité limitée, with registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140.044, incorporated by a deed of the undersigned notary on 8 July 2008, published in the Mémorial C number 1900 on 1 August 2008, page 91156.

The share capital of the Absorbing Company is set at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares.

Absorbed Company

The Absorbed Company is a société à responsabilité limitée, with registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 141.206, incorporated by a notarial deed on 13 August 2008, published in the Mémorial C number 2274 on 17 September 2008, page 109141.

The share capital of the Absorbed Company is set at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares.

B. Modalities of the merger

1. The Absorbing Company contemplates to merge with the Absorbed Company (both companies collectively referred to hereafter as the "Merging Companies") by absorbing the latter under the simplified merger procedure (the "Merger") provided for in articles 278 and 279 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"). In the Absorbed Company, there are neither shareholders with special rights nor other owners of rights other than shares.

2. The Absorbing Company is the owner of twelve thousand five hundred (12,500) shares in the Absorbed Company, representing the total issued and outstanding share capital of the Absorbed Company.

3. The Merger will be deemed to take effect, for accounting purposes, as of 1st October 2008.

4. No special advantages are granted to the members of the board of managers or the statutory and external auditors of the Merging Companies.

5. The Merger shall be effective amongst the parties thereto one month after the publication of the present merger plan in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations pursuant to article 9 of the Law.

6. The shareholder of the Absorbing Company is entitled to inspect the documents set forth in article 267, paragraph (1) a), b) and c) of the Law, at the registered office during one month after the publication of the merger plan in the Mémorial C. He may, upon simple request and free of charge, receive a complete copy of these documents.

7. The Merging Companies shall carry out all formalities (as described below) required by law concerning announcements or declarations for the payment of possible charges or taxes resulting from the transfer and assignment of the assets and liabilities.

8. The mandates of the managers, special attorneys and of the auditors, if any, of the Absorbed Company will come to an end on the effective date and full discharge is hereby granted to these persons as of that date for the duties performed.

9. All corporate documents, files and records of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for the duration prescribed by the Law.

10. Formalities - Absorbing Company

The Absorbing Company will

- carry out all legal formalities of publication concerning the transfers related to the Merger;
- carry out on its own behalf all declarations and formalities with regard to all administration which are necessary to register in its name the assets transferred;
- carry out all formalities to render the transfer of assets and rights valid vis-à-vis third parties.

11. Transfer and delivery of titles

At the date of effectiveness of the Merger, the Absorbed Company will render and deliver to the Absorbing Company all originals of all corporate documents, accounting books as well as all other accounting documents, ownership titles and any other documents certifying ownership related to all assets, documentation as to realized transactions, movable assets as well as all contracts (loans, employment, fiduciary, etc.) archives and any other documents related to assets and rights transferred.

12. Charges and fees

All charges and fees due as a result of the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

13. Where applicable, the Absorbing Company will pay taxes due by the Absorbed Company on the capital and gain regarding the fiscal years not yet definitely imposed.

Statement

In accordance with article 271 of the law of August 10th 1915, the undersigned notary certifies the legality of the present merger plan.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quatorze octobre,

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem.

A COMPARU:

Madame Julia Holm-Hadulla, avocate, avec adresse professionnelle au 4, place de Paris, 1011 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

au nom et pour compte du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée "iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.", avec siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.044,

ci-après dénommée la "Société Absorbante",

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil de gérance le 14 octobre 2008,

ET

au nom et pour compte du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée "iii European Property Lux PropCo 1 S.à r.l.", avec siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.206,

ci-après dénommée la "Société Absorbée".

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil de gérance le 14 octobre 2008.

Copies certifiées desdites Résolutions, paraphées ne varietur par la mandataire des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ledit comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire d'arrêter en la forme authentique le PROJET DE FUSION suivant, consistant en la fusion-absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, telle que décrite ci-après.

A. Description des sociétés à fusionner

1. La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.044, suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 8 juillet 2008, publié au Mémorial C numéro 1900 du 1^{er} août 2008, page 91156.

Son capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

2. La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.206, constituée suivant acte notarié en date du 13 août 2008, publié au Mémorial C numéro 2274 du 17 septembre 2008, page 109141.

Son capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

B. Modalités de la fusion

1. La Société Absorbante entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la "Loi") avec la Société Absorbée (les deux sociétés ci-après dénommées appelées les "Sociétés Fusionnantes") par absorption de cette dernière (la "Fusion"). Il n'y a dans la Société Absorbée ni associé ayant des droits spéciaux ni porteurs de titres autres que des parts sociales.

2. La Société Absorbante détient douze mille cinq cents (12.500) parts sociales dans la Société Absorbée, représentant la totalité des parts sociales de la Société Absorbée.

3. La Fusion prend effet du point de vue comptable au 1^{er} octobre 2008.

4. Aucun avantage particulier n'est attribué aux gérants, commissaires ou réviseurs des Sociétés Fusionnantes.

5. La Fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi.

6. L'associé de la Société Absorbante a le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi concernant les sociétés commerciales et ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7. Les Sociétés Fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la Fusion, comme indiqué ci-après.

8. Les mandats des gérants, des mandataires spéciaux et commissaire aux comptes, s'il en est, de la Société Absorbée prennent fin à la date d'effet de la Fusion. Décharge pleine et entière est accordée aux gérants, réviseur d'entreprises et aux mandataires spéciaux de la Société Absorbée.

9. Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

10. Formalités - La Société Absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la Fusion;
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

11. Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie, etc.), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

12. Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

13. La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 de la loi de 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. HOLM-HADULLA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 octobre 2008. Relation: EAC/2008/12992. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): BOIÇA.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 20 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008134238/239/177.

(080157916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

AXA IM GTAA, Fonds Commun de Placement.

Due to full redemption of the remaining units of the fund "AXA IM GTAA " (the "Fund") and according to the resolution of the Board of Directors taken by circular letter dated 18 September 2008 acknowledging this full redemption, AXA Funds Management S.A., acting as Management Company of the Fund, has declared its closure with immediate effect.

By order of the Board of Directors of AXA Funds Management S.A.

Référence de publication: 2008134997/755/8.

beta3, Fonds Commun de Placement.

Sonderreglement beta³

Das Sondervermögen beta³ wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den beta³ ist das Allgemeine Verwaltungsreglement, das am 1. Oktober 2008 in Kraft trat, integraler Bestandteil. Dieses Allgemeine Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt, und

der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde am 30. Oktober 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des beta³, das am 1. Oktober 2008 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 1. Oktober 2008.
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008125272/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2008, réf. LSO-CV00869. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080146457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

HSH Swift Capital Partners Institutional S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 130.577.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Henri Hellinckx.

Référence de publication: 2008124573/242/11.

(080146704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Parkway GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 80.969.

In the year two thousand and eight, on the thirtieth day of September.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

White Horse Holdings UK B.V., a company incorporated under the laws of The Netherlands and having its registered office at 4, Bouwerij, NL-1185 XX, Amselveen, Amsterdam, The Netherlands,

here represented by Ms Astrid Wagner, maître en droit, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on September 26, 2008,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, is the sole shareholder of Parkway GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 80.969, incorporated pursuant to a notarial deed dated 27 February 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 855 of 8 October 2001.

The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 15 June 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2061 of 21 September 2007 (hereafter the "Company").

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to change the financial year of the Company in order for it to start on the first of October of each year and to end on the thirtieth of September of the following year.

The financial year having started on 19 June 2008 will end on 30 September 2008.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend articles 20 and 21 of the articles of incorporation of the Company which shall read henceforth as follows:

" **Art. 20.** The Company's financial year starts on the first of October of each year and ends on the thirtieth of September of the following year."

" **Art. 21.** Each year, on the thirtieth of September, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office."

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxy-holder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same proxy-holder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy-holder of the above appearing party, said proxy-holder signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le trente septembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire, de résidence à Luxembourg.

A comparu:

White Horse Holdings UK B.V., une société constituée selon les lois des Pays-Bas, avec siège social à 4, Bouwerij, NL-1185 XX, Amselveen, Amsterdam, Pays-Bas,

ici représentée par Mademoiselle Astrid Wagner, maître en droit, demeurant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 26 septembre 2008.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est la seule associée de Parkway GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 80.969, constituée suivant acte notarié en date du 27 février 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 855 du 8 octobre 2001 (ci après la "Société").

Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date le 15 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2061 du 21 septembre 2007.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de modifier l'année sociale de la Société afin que celle-ci débute le premier octobre de chaque année et se termine le trente septembre de l'année suivante.

L'année sociale ayant commencée le 19 juin 2008 se terminera le 30 septembre 2008.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'associée unique décide de modifier les articles 20 et 21 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 20.** L'année sociale de la Société commence le premier octobre de chaque année et se termine le trente septembre de l'année suivante.»

« **Art. 21.** Chaque année, au trente septembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Astrid Wagner et Joëlle Baden.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 octobre 2008. LAC / 2008 / 41261. - Reçu € 12,- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008132731/7241/85.

(080155555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Pasta Point Differdange Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 142.294.

STATUTS

L'an deux mille huit, le vingt-six septembre

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- La société anonyme ""PASTA POINT HOLDING S.A." avec siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, dûment représentée par deux de ses administrateurs Monsieur Nico HANSEN, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, et Monsieur Nicolas ADONE, restaurateur, demeurant à L-4763 Pétange, 2, rue Oberst Daessent, ici représenté par Monsieur Nico HANSEN, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lesquelles comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent par la présente.

Titre I^{er} .- Objet - raison sociale - durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "PASTA POINT DIFFERDANGE SARL"

" **Art. 3.** La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons non-alcooliques et alcooliques.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II.- Capital social - parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de deux cent cinquante euros (250,- EUR) chacune, souscrites par l'associée unique, La société anonyme ""PASTA POINT HOLDING S.A." avec siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III.- Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV.- Dissolution - liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2008.

Libération des parts sociales

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ huit cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-2311 Luxembourg 55-57, avenue Pasteur.

2.- L'assemblée désigne comme gérants de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Nicolas ADONE, restaurateur, né à Differdange, le 8 mai 1975, demeurant à L-4763 Pétange, 2, rue Oberst Daessent; gérant technique, et

- Monsieur Nico HANSEN, employé privé, né à Differdange, le 31 mars 1969, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur; gérant administratif

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature collective du gérant technique et du gérant administratif.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: HANSEN - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 octobre 2008, Relation GRE/2008/3917. — Reçu Cent vingt-cinq euros
0,50%: 125,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 octobre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008132749/231/115.

(080155435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Hanreever Corp., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 116.785.

—
Extrait de l'AGE du 10 septembre 2008

Il résulte de l'AGE du 10 septembre 2008 que la décision suivante a été prise:

- Modification du siège social, à savoir: transfert vers

Hanreever Corp, Route de Bigonville - 14, L-8832 Rombach

Monsieur CRITS Yves

Le Gérant

Référence de publication: 2008131530/1067/15.

Enregistré à Diekirch, le 10 octobre 2008, réf. DSO-CV00070. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080153887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Insurance Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 123.602.

—
Extrait de l'AGE du 10 septembre 2008

Il résulte de l'AGE du 10 septembre 2008 que la décision suivante a été prise:

- Modification du siège social, à savoir: transfert vers

Insurance Management SA, Route de Bigonville - 14 L-8832 Rombach

Monsieur HAVELANGE Marc

Le Président

Référence de publication: 2008131523/1067/15.

Enregistré à Diekirch, le 10 octobre 2008, réf. DSO-CV00071. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080153884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Twilight S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9776 Wilwerwiltz, 2, Am Duerf.
R.C.S. Luxembourg B 95.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008131476/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 14 octobre 2008, réf. DSO-CV00109. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080153897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Agrostar, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 15, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 49.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008131468/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 14 octobre 2008, réf. DSO-CV00108. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080153895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Camping-Concept Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9841 Wahlhausen, 37, Akescht.
R.C.S. Luxembourg B 105.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008131466/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 14 octobre 2008, réf. DSO-CV00110. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080153902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Jacoby Frères S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9645 Derenbach, 61A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 99.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008131467/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 15 octobre 2008, réf. DSO-CV00139. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080153900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Financière Proxalan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 102.549.

DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «FINANCIERE PROXALAN S.A.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 3 octobre 2008, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 8 octobre 2008. Relation: EAC/2008/12658.

- que la société «FINANCIERE PROXALAN S.A.» (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 102.549,

constituée suivant acte du notaire soussigné du 12 août 2004 et publié au Mémorial C numéro 1102 du 30 octobre 2004; au capital social de trente et un mille Euros (31.000.- EUR) représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (10.- EUR) chacune

se trouve à partir de la date du 3 octobre 2008 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 24 décembre 2007 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les

articles 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) à l'adresse suivante: 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008133523/239/30.

(080155996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Sophaur S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 38.849.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 10 octobre 2008

1. Monsieur Cornelius Martin BECHTEL, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur André WILWERT, administrateur, administrateur-délégué et président du conseil d'administration démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2009.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

2. Monsieur Cornelius Martin BECHTEL a été nommé comme président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 10/10/2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SOPHAUR S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008133486/29/22.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04703. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Petal Corporation Ltd, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8253 Mamer, 18, rue des Merisiers.

R.C.S. Luxembourg B 26.785.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Fiduciaire Giloanne S.A.

18a, rue de Mondorf, L-5750, Frisange

Signature

Référence de publication: 2008133487/1217/15.

Enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2008, réf. LSO-CV03848. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080155942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Cimenterie Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 123.751.

Extrait de la décision du gérant en date du 26 septembre 2008

En conformité avec l'article 5 des statuts, le Gérant décide de transférer le siège social, à l'intérieur de la Ville de Luxembourg, de son adresse actuelle: 2, rue Belle Vue, L-1207 Luxembourg à sa nouvelle adresse: 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
CIMENTERIE IMMOBILIERE S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2008133210/780/17.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04768. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080155659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Vensolis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5810 Hesperange, 45B, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 111.332.

L'an deux mille huit, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "VENSOLIS S.A." avec siège social à Oberpallen, 8, Platinerei

inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 111.332,

constituée sous la dénomination de ALCLAPI SA par acte du notaire instrumentaire en date du 28 septembre 2005, publié au Mémorial C numéro 301 du 10 février 2006 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'une assemblée générale extraordinaire, comportant entre autres l'adoption de la dénomination actuelle, actée par le notaire instrumentaire en date du 31 octobre 2006, publiée au Mémorial C numéro 2381 du 21 décembre 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Olivier HOMERIN, administrateur de société, demeurant à B-7060 Soignies.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Véronique BARATON, employée privée, demeurant à Garnich.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Joseph RODE, administrateur de société, demeurant à B-6210, Frasnes-Lez-Gosselies.

Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par les actionnaires sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée ne varietur, restera annexée aux présentes.

Monsieur le Président constate, et l'assemblée approuve, que toutes les actions émises de la société sont valablement représentées, ainsi qu'il résulte de la liste de présence susmentionnée et que tous les actionnaires présents ou représentés renoncent à toute convocation supplémentaire affirmant avoir connu à l'avance l'ordre du jour de la présente assemblée.

Ceci exposé, Monsieur le Président met au vote la résolution suivante, approuvée à l'unanimité:

Siège social:

Le siège de la société est transféré à L-5810 Hesperange, 45B, rue de Bettembourg.

Le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 2. Alinéa premier.** Le siège de la société est établi à Hesperange.»

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et résidence, les comparants ont signé ensemble avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: O. HOMERIN, V. BARATON, J. RODE, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 14 octobre 2008. Relation: CAP/2008/3120. — Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 15 octobre 2008.

Camille MINES.

Référence de publication: 2008133333/225/42.

(080155827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

E.U. Universal Enterprise S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9068 Ettelbruck, 31, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 94.012.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008131448/2749/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2008, réf. LSO-CR01431. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080154360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

E.U. Universal Enterprise S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9068 Ettelbruck, 31, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 94.012.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008131443/2749/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09421. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080154359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Asie-Orient S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9516 Wiltz, 2, avenue du 31 août 1942.

R.C.S. Luxembourg B 93.417.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008131438/2749/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01992. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080154355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2008.

Arcavest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 133.743.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la société, tenue le 29 août 2008, au siège social que:

1. Les actionnaires ont unanimement accepté la démission de Graça Da Conceição Colman de son poste d'administrateur de la société, à compter du 29 août 2008.
2. Les actionnaires ont unanimement accepté la nomination de Christophe Barbier comme nouvel administrateur de la société, à compter du 29 août 2008 et pour une durée de six années.
3. Le conseil d'administration se compose de:
 - Christophe Barbier, employé privé, né le 06 juillet 1975 à Metz (F), demeurant professionnellement au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, administrateur
 - Sandra Schwinnen, administrateur
 - Gerd Schneider, administrateur-délégué.

Luxembourg, le 03 septembre 2008.

Pour ARCAVEST SA

Christophe Barbier / Sandra Schwinnen

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008133536/759/25.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04700. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Cadum International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 124.993.

In the year two thousand and eight, on the twenty-second day of the month of July.

Before Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven,

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Cadum International S.A., with registered office at 12-14, rue Leon Thyès, L-2636 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and commercial companies under number B 124.993 (the "Company"), incorporated by a deed before Maître Paul Frieders, residing in Luxembourg on 20 February 2007, published on 10 May 2007 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 847, page 40621. The articles were amended several times and for the last time by deed of undersigned notary on the 18 September 2007 and published in the Mémorial on 31 October 2007 under number 2470, page 118533.

The meeting was chaired by Jean-Michel MERIENNE, private employee, with professional address at Senningerberg.

The chairman appointed as secretary Sandra SCHENK, private employee, with professional address at Senningerberg.

The meeting elected as scrutineer Jorrit CROMPVOETS, lawyer, with professional address at Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of the second sentence of article 5.3 of the articles of association

2. Appointment of Séverine Gisserot as an additional member of the board of directors of the Company

II. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on the attendance list. The proxies, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the notary will remain attached to the present deed for registration purposes.

III. This attendance list that all (i) two hundred sixty five thousand (265,000) A Ordinary Shares, (ii) one million seven hundred thirty five thousand (1,735,000) A Preference Shares, (iii) seven hundred thousand (700,000) B Ordinary Shares and (iv) four million five hundred eighty five thousand (4,585,000) B Preference Shares representing the entire share capital are represented at this extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda which are known to the shareholder.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to amend the second sentence of article 5.3 of the articles of the Company which shall be read as follows: "With respect to the issue of A Ordinary Shares and A Preference Shares the authorized capital may only be used for senior managers or employees and their direct relatives of the Cadum group as new shareholders of the Company".

Second resolution

The meeting resolves to appoint Mrs Séverine GISSEROT, director, born in Clermont Ferrand (France) on the 21 September 1969, residing in Paris, 4, avenue Hoche (France), as an additional member of the board of directors of the Company. Her term of office will expire after the annual meeting of shareholders to be held in 2010.

There being no further business on the agenda, the Chairman declared the meeting closed.

Costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons in case of divergences between the English and the French version, the English version will be prevailing.

Done in Senningerberg on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-deux juillet.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Cadum International S.A., ayant son siège social au 12-14, rue Leon Thyges, L-2636 Luxembourg et étant enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.993 (la "Société"), constituée par acte notarié de Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") en date du 10 mai 2007 numéro 847, page 40621. Les Statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire soussigné le 18 septembre 2007 et publié au Mémorial le 31 octobre 2007, numéro 2470, page 118533.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Michel MERIENNE, employé privé, avec adresse professionnelle à Senningerberg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sandra SCHENK, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jorrit CROMPVOETS, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée générale est le suivant:

1. Modification de la deuxième phrase de l'article 5.3 des statuts
2. Nomination de Madame Séverine Gisserot comme administrateur additionnel de la Société

II. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Les procurations, une fois signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées pour être enregistrées avec l'acte.

III. Cette liste de présence fait apparaître que toutes les (i) deux cent soixante cinq mille (265.000) Actions Ordinaires de Classe A, (ii) un million sept cent trente cinq mille (1.735.000) Actions Préférentielles de Classe A, (iii) sept cent mille (700.000) Actions Ordinaires de Classe B et (iv) quatre millions cinq cent quatre-vingt cinq mille (4.585.000) Actions Préférentielles de Classe B, représentant l'ensemble du capital social de la Société, sont représentés à cette assemblée générale de sorte que cette assemblée générale peut valablement décider sur tous les points de l'agenda qui est connu des actionnaires.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci décide à l'unanimité de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la deuxième phrase de l'article 5.3 des statuts de la Société qui sera désormais comme suit: "L'émission d'Actions Ordinaires de Classe A et d'Actions Préférentielles de Classe A en relation avec l'autorisation de capital autorisé peut être uniquement utilisée pour l'entrée des principaux directeurs ou employés et les membres de leur famille directe du groupe Cadum en tant que nouveaux actionnaires de la Société."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer Madame Séverine GISSEROT, directeur, née le 21 septembre 1969 à Clermont Ferrand (France), demeurant à Paris, 4, avenue Hoche (France), comme membre additionnel au conseil d'administration de la Société. Son mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2010.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que soit, qui incombent à la Société ou qui seront mis à sa charge en raison de cette assemblée générale extraordinaire, s'élève à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Le notaire instrumentant qui parle et comprend l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte a été établi en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande des mêmes comparants, en case de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faites aux comparants, ils ont signés avec le notaire le présent acte.

Signé: Merienne, Schenk, Cromptvoets, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 juillet 2008, LAC/2008/31594. — Reçu douze euros € 12,-.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 octobre 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008132777/202/105.

(080155295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Agestalux, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 5.447.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 29 septembre 2008

1. M. Gérard BIRCHEN a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.
2. M. Jacques CLAEYS a démissionné de son mandat d'administrateur,
3. M. Sinan SAR a démissionné de son mandat d'administrateur.
4. Mme Isabelle JACQUOT, expert-comptable, née à Ixelles (Belgique), le 30 décembre 1976, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
5. M. Georges GREDT, comptable, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 12 août 1966, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
6. M. Max GALOWICH, juriste, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 30 juillet 1965, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
7. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes.
8. La société anonyme LUX-AUDIT S.A., R.C.S. Luxembourg B n ° 25797, avec siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, a été nommée comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
9. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Luxembourg, le 10.10.2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AGESTALUX

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008133525/29/33.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04701. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

SWXII, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.107.

Extrait du procès-verbal du conseil de gérance tenu le 14 août 2008

- Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenu le 14 août 2008 que:
- Le siège social est transféré à partir du 15 août 2008 au 43, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2008.

Christophe Fender / Luc Sunnen.

Référence de publication: 2008133505/7857/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05557. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080155845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.
